N°202

Le 23°

Journal d'expression
des associations du réseau
Maison Régionale
de l'Environnement
et des Solidarités

Hiver 2010/2011

www.mres-asso.org

Nature • Environnement • Droits de l'Homme • Solidarités

Santé et environnement : peut mieux faire !

Louisette Farégniaux, c'est pas (que) du cinéma !

L'acte éducatif n'est pas une marchandise !

mres
maison régionale de l'environnement et des solidarités

Sommaire

3 ■ Édito

Complicité XXL...

4 et 5 ■ Parcours de militant

Louisette Farégniaux,

c'est pas (que) du cinéma !

6 ■ Actu MRES

MRES en bref

7 ■ Portrait d'asso

Vadrouilles, quand l'écriture investit la ville

8 à 10 ■ Regards croisés

Santé et environnement :

peut mieux faire !

11 et 12 ■ Tribune

Ifman : Le conflit, moteur de vie.

Rhizomes : Économie solidaire et associative

13 ■ Entre assos

L'acte éducatif n'est pas une marchandise !

14 ■ Echos des réseaux belges

Les jardins de la résilience

15 ■ De l'air

Etes-vous « électrosensible » ?

Rubrique du PEC : 2011, année de la forêt

16 ■ Agenda

De janvier à mars

La MRES

La Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités (MRES) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et créée en 1978. Au nombre d'une centaine, ses adhérents sont des associations intervenant dans les domaines de la nature, de l'environnement, des solidarités et des droits de l'Homme. La MRES a pour objet de faciliter la vie et le développement des activités des associations adhérentes par :

Le soutien logistique aux associations :
mise à disposition de locaux et des salles de réunion, gestion de moyens mutualisés (accueil, reprographie, affranchissement...).

L'animation de réseau :
information, appui conseil, communication, développement de projets inter-associatifs...

La coordination de l'expression associative
auprès des acteurs institutionnels par exemple.
Les valeurs communes du réseau MRES sont consignées depuis novembre 2001 dans une Charte éthique disponible sur demande.

La gestion du Pôle Associatif Documentaire du Développement Durable, qui abrite deux centres de documentation, ouverts à tous :

- Le Centre Régional d'Information et de Documentation, géré par la MRES (CRID)
Généraliste en environnement naturel et urbain, il offre l'accès à des documents spécialisés, à des publications associatives et à des ressources pédagogiques. Il réalise des produits d'information pour les associations, des partenaires extérieurs et anime le réseau régional de Points Environnement Conseil.

- Le Centre Régional de Documentation et d'Information pour le Développement et la Solidarité Internationale (CRDTM)
favorise la diffusion de l'information, la réflexion sur les pays en voie de développement et sur les liens qui existent entre ces pays et le nôtre.

Horaires d'ouverture

Accueil MRES

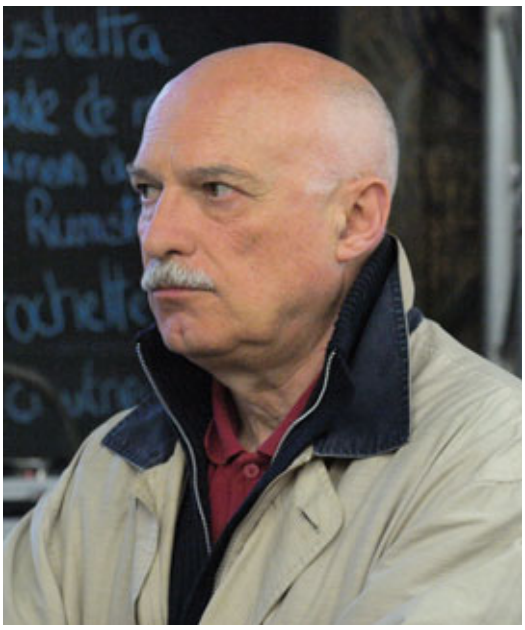
L'accueil est ouvert de 9h à 18h avec une fermeture de 12h à 14h. L'accueil physique est fermé les lundi, vendredi et samedi matins (l'accueil téléphonique restant effectif).

Accueil des centres de documentation

Ils sont ouverts pour le public du mardi au vendredi de 14h à 18h et le mercredi matin de 10h à 12h.

Le CRID est désormais fermé le samedi matin, et ouvert le mardi soir jusque 19h. Le CRDTM reste à votre disposition le samedi matin.

Complicité XXL...



Nous sommes de plus en plus conscients que notre équilibre et notre santé dépendent dans une large mesure du rapport harmonieux que nous pouvons avoir avec notre entourage humain, ainsi qu'avec le monde de choses dont sont peuplés nos milieux de vie. Il y a toutefois une part de notre environnement qui déborde, et de beaucoup, les limites des espaces où nous vivons et circulons. Cette part (disons la Terre dans son ensemble, avec ce qui l'entoure et avec ce qu'elle produit) peut nous sembler tout à fait extérieure. Pourtant les divers équilibres qui lui permettent d'exister et qui constituent une sorte de « bonne santé » générale des choses, sont les conditions premières de notre propre survie.

Je suggère d'appeler *complicité* cette solidarité singulière et profonde qui nous rattache à l'ensemble des choses. Le mot 'complice', en bas latin, signifiait : *étroitement uni*. Être complice, au sens que je propose, désigne par conséquent le fait d'être *pris dans le pli*, dans *le même pli*. Nous sommes dans ce pli, nous, et tous les vivants, et toutes les choses inanimées. Solidairement tenus. A la fois héritiers et acteurs de la même histoire. Lancés dans la même aventure. On pourrait ajouter (car on parle aussi des complices des mauvais coups !) : pour le meilleur et pour le pire. C'est une solidarité de fait. C'est elle qui fait tenir ensemble tous les éléments de l'univers, et cela depuis le *Big Bang* initial de l'aventure cosmique, qu'il conviendrait en ce sens d'appeler le *Grand Dépli*.

Cela semble bien lointain ? Que non ! Le philosophe Michel Serres souligne à l'envi *l'implication* de l'histoire totale de l'univers en nous. Chaque cerveau individuel, dit-il, est certes vieux de seulement trente ou soixante ans. Mais les couches supérieures (corticales) de ce cerveau datent d'environ cent mille ans, et n'ont pas changé depuis l'émergence de l'*homo sapiens*. D'autres parties de nos cerveaux remontent à l'âge des dinosaures. Notre ADN a quelques milliards d'années. Et les atomes qui nous constituent datent de la naissance de l'univers. Ainsi le plus lointain est en même temps le plus intime. Notre santé entière se joue à ces différents étages.

Notre propre santé n'est donc plus pensable indépendamment d'une sorte de bonne santé environnementale. Au sens le plus général. Notre implication, notre complicité de fait avec cette totalité, la conscience surtout de partager une grande *vie commune*, peuvent-elles nous inciter à en respecter davantage les conditions ? A restreindre autant que possible les agressions envers elles, agressions que nous sommes pourtant en train de porter à un niveau jusqu'ici inconnu ?

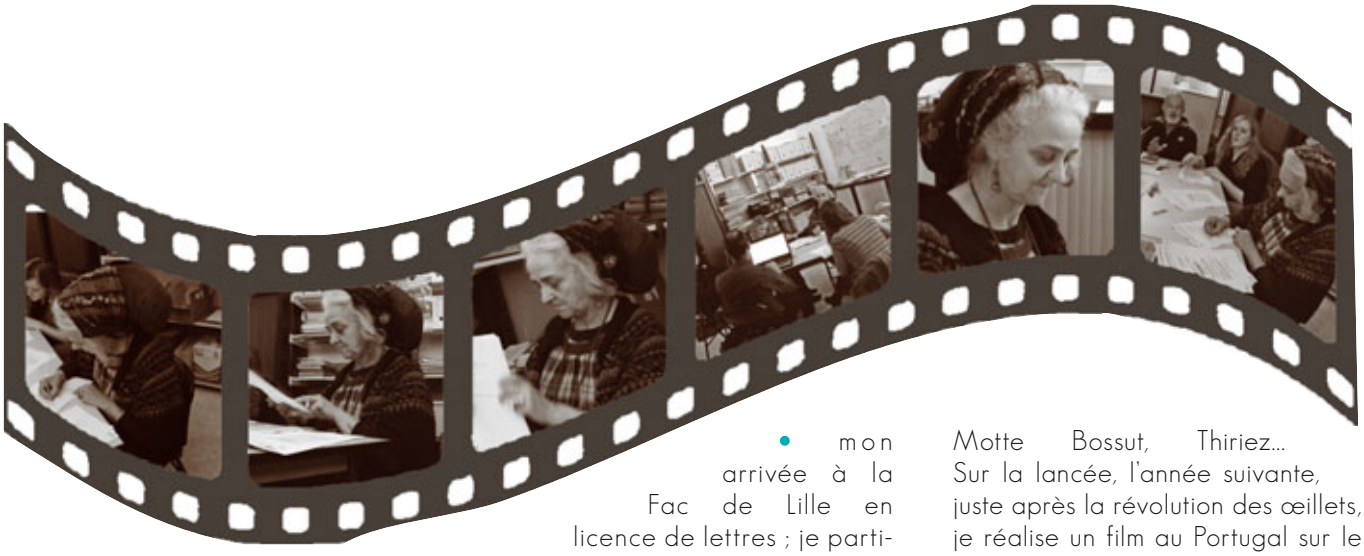
La phrase qui tue

« Je suis mélangé d'arbres, de bêtes et d'éléments ; et les arbres, les bêtes et les éléments qui m'entourent sont faits de moi-même autant que d'eux » - *Jean Giono*

Claude Wagnon – Administrateur MRES

Louisette Farégniaux, c'est pas

Qui est tout à la fois syndicaliste, professeur militante engagée contre toutes formes films documentaires et maître de conférence à la Faculté de Filmologie de Lille III ? Louisette scène militante lilloise.



Louisette, vous êtes présente dans toutes les manifestations et actions revendicatives de droits, même votre carrière professionnelle est indissociable de vos activités militantes. Dites-nous en un peu plus, pourquoi et comment ?

Question d'héritage familial, je crois. Un grand-père syndiqué toute sa vie, des parents enseignants en Avesnois où ils se sont installés, farouches défenseurs de l'École publique, également syndiqués. Papa a d'ailleurs créé une section locale du SGEN [1] Tout cela a fait que mes premières années ont baigné dans une atmosphère revendicative de gauche. A l'âge de 10 ans, j'ai accompagné mes parents à une conférence sur la guerre d'Algérie. J'ai été particulièrement marquée par le témoignage d'un appelé.

Et puis ensuite je peux citer toute une série de dates, d'événements, de rencontres qui ont chaque fois renforcé mon indignation et mon désir de me battre contre toutes les formes d'injustices et de discriminations :

- mon arrivée à la Fac de Lille en licence de lettres ; je participe très vite aux événements de 68,

- à la fin des années 60, ma première affectation en tant que prof de français, à Tourcoing dans le quartier de la Marlière, à l'époque particulièrement défavorisé. Je prends rapidement des responsabilités pédagogiques, ainsi qu'au SGEN local, ce qui me permet de mettre en place avec et pour les élèves de nombreuses activités,

- 1972, le jour de mes 25 ans, ma nomination à un poste d'assistante à la Fac de Lille 3, j'y retrouve des connaissances de 68 qui se sont radicalisées et je suis un temps proche du mouvement marxiste léniniste,

- 1974, la formation d'un groupe vidéo qui va me donner l'occasion de suivre et de filmer les grandes grèves du textile qui se déclenchent dans la région, La Lainière, Motte Bossut, Thiriez... Sur la lancée, l'année suivante, juste après la révolution des œillets, je réalise un film au Portugal sur le syndicalisme portugais,

- 1976 et la grande grève des étudiants, je suis de très près les mouvements de défense des étudiants étrangers, marocains, tunisiens, iraniens, revendiquant leur régularisation, la plupart étaient des opposants ayant fui leur pays pour éviter la prison voire pire. Je m'investis dans le comité de défense des étudiants mis en place par des syndicalistes, en particulier dans le long combat qui a été mené pour la régularisation d'Ali Medjahed menacé d'expulsion,

> ***« J'ai mené en parallèle deux passions qui se sont souvent croisées, celle pour plus de justice, et celle pour le cinéma ».***

- 1977, quand participant à un collectif antiraciste dans le Vieux Lille, je croise la route de Dominique Cresson, militant de l'APU Vieux Lille,

- 1978, date à laquelle je rejoins le MRAP[2], que je n'ai plus quitté depuis,

(que) du cinéma !

d'injustices, contre le racisme au sein du MRAP, réalisatrice de Farégniaux bien sûr ! Cette grande dame est une figure de la

et enfin au milieu des années 90 la montée des mouvements de sans papiers, la création du CSP 59[3] en 96, les premières grèves de la faim des sans papiers lillois, le combat pour la dignité, la reconnaissance et l'égalité des droits que j'ai soutenu dès le début, que j'ai fait mien. C'est pourquoi je suis membre de la commission juridique du CSP59.

Vous avez parlé à plusieurs reprises de cinéma. C'est quelque chose de très important pour vous, c'est indissociable du militantisme qui est le vôtre ?

Le cinéma, une passion oui. Mes parents souhaitaient que je fasse carrière dans l'enseignement, mais depuis toute jeune, j'étais intéressée par le cinéma et voulais travailler dans ce milieu. En parallèle aux études de professorat j'ai entrepris un module de cinéma. Je me souviens, au début nous n'étions que deux. Le cinéma est une incroyable fenêtre ouverte sur le monde qui permet de découvrir tant de personnages intéressants et de cultures différentes. Bien sûr, j'ai filmé et réalisé des films documentaires sur des luttes diverses, des mouvements sociaux, etc. parce que c'est aussi un bon outil de communication, de sensibilisation, et de mémoire, mais je m'intéresse à l'ensemble du cinéma. C'est vrai que j'ai mené parallèlement deux passions qui se sont très souvent croisées, ma passion pour plus de justice et plus de fraternité entre les peuples et ma passion pour le cinéma. Je me souviens d'ailleurs avoir au début des années 80 sur la radio pirate Radio Lille présenté une émission sur le cinéma et une autre sur l'immigration. J'ai aussi animé une émission sur le cinéma pendant plusieurs années sur Radio Campus.

Vous êtes aussi à l'origine de quelque chose qui dure depuis 30 ans et vous n'en parlez pas ! Si je vous dis « Collège Franklin » ?

Oui bien sûr, l'aumônier du Collège Franklin de Lille. Il voulait mettre en place quelque chose sur le cinéma avec des élèves du collège. Avec quelques autres anciens étudiants en 1980, nous avons créé le Festival des jeunes réalisateurs devenu le Festival de l'Acharnière, Festival de films engagés et de films de la région Nord Pas-de-Calais.

Un passé bien riche, un présent bien rempli (la preuve, votre portable ne cesse de vibrer !), et l'avenir ? Demain, c'est quoi pour vous ?

Plein d'espoir. Sinon à quoi servirait de résister et se battre pour un monde meilleur !

Propos recueillis par Claude Pruvot

[1] SGEN : Syndicat Général de l'Éducation Nationale

[2] Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

[3] Comité de Soutien aux Sans Papier 59

Vers une nouvelle Maison

A l'occasion des 30 ans de la MNE/MRES, quelques pionniers avaient rapporté comment, en 1978, ils avaient négocié « un 54 pièces / cuisine » avec Pierre Mauroy. Et c'est donc au 23 rue Gosselet que cette maison est installée depuis. Un bâtiment, certes de caractère, mais qui montre ses limites au quotidien… Si le dossier « déménagement » est ouvert depuis une quinzaine d'années, il devient, en 2010, un projet, c'est à dire qu'il a un début et une fin : une date supposée de livraison en 2015 !

La Ville de Lille a confirmé sa proposition d'accueillir la MRES au 84 rue de Trévise, dans les locaux actuellement occupés par les étudiants de Sciences Po., eux-mêmes appelés à un retour vers l'ex fac de lettres et de droit, rue Angellier. Une telle proposition revient à la possibilité d'accéder à un « 92 pièces/cuisine/garage à vélos ». L'offre immobilière semble intéressante, sous réserve de traitement des pollutions résiduelles par huiles minérales des murs. Mais au delà d'un quasi doublement des superficies, cette proposition constitue l'occasion d'arriver dans une « Nouvelle Maison ».

Avant d'en arriver à préciser l'usage de chacune des pièces disponibles, il apparaît essentiel de conforter le projet de « Nouvelle MRES », grâce à l'implication des 110 associations, basées à Lille, en métropole mais aussi en région, et qui composent la MRES. Au premier trimestre 2011, nous réaliserons une « tournée du réseau », en allant aux « 5 coins » de la région, pour recueillir les attentes des membres du réseau MRES, de façon à alimenter la réflexion et mettre le maximum de chances pour que le bâtiment de la rue de Trévise soit l'écrin à la hauteur du projet exemplaire que nous souhaitons réaliser.

Plus d'infos , cf agenda p.16

MRES EN BREF

AG et rencontre MRES/APES, un week-end de novembre bien chargé !

Le 26 novembre dernier, l'AG de la MRES a donné lieu à des débats et prises de position militants : évolution des modes de financement public des associations au soutien renouvelé, collectif « Solidarité Roms et gens du voyage », adoption d'un texte signifiant le refus des stratégies de haine, en réaction directe aux politiques gouvernementales de stigmatisation. Pour 2001, le projet de tournée régionale « Nouvelle MRES » a été présenté et les enjeux liés à la Mutuelle de Service et au réseau des Point Environnement Conseil ont été évoqués. Enfin, un cri du coeur a été lancé pour soutenir l'association Sub Artesia en grosses difficultés.

Le lendemain, une journée de rencontre MRES-APES se tenait au siège du théâtre de L'Oiseau Mouche à Roubaix. Qu'il s'agisse de tourisme équitable, d'activité en milieu rural, de formation, de théâtre ou de protection de l'environnement, on a parlé avec des mots qui faisaient sens pour l'ensemble des personnes présentes ce jour-là. On a aussi prôné le décloisonnement. Et face à des enjeux qui pèsent sur notre avenir à tous, pourquoi ne pas forger une parole commune et peser sur des choix politiques ?

Risques technologiques : ne les laissons pas jouer avec le feu !

Transport de matières dangereuses, nucléaire, nanotechnologies, usines Seveso… Toutes ces activités présentent des « risques technologiques », un terme qui fait fuir car on n'y comprend goutte ! Et pourtant, un Français sur sept est directement concerné, habitant près d'un site industriel émettant des pollutions au quotidien ou susceptible de présenter un accident. C'est dire l'importance de ne pas laisser ce thème aux apparences « techniques » aux seuls experts et aux décideurs. L'intervention et la vigilance citoyenne doivent s'imposer. Si les risques mettent en jeu notre santé, notons aussi l'importance des inégalités sociales face à ces dangers : pourquoi donc les usines s'installent-elles toujours près des quartiers populaires ?

Et le risque le plus grand, c'est le productivisme à tout crin. Avec la pression de la rentabilité économique, la tentation est grande de mettre la pédale douce sur les réglementations.

C'est un texte d'appui pour l'action que souhaite élaborer le groupe de travail « risques technologiques ». Le groupe a déjà reçu Jean Sename, militant actif dans le Dunkerquois, d'autres témoignages sont prévus de façon à creuser toutes les dimensions présentées par les risques . Votre avis nous intéresse : rejoignez-nous !

Contact : p.hanssens@mres-asso.org

Éducation à l'Environnement pour les acteurs sociaux : une malle franco-belge

Parler de développement durable, donc d'enjeux globaux en partant de sa vie quotidienne, offre une occasion intéressante de se sentir acteur. Cette approche peut être un levier majeur de promotion de la citoyenneté et de lutte contre l'exclusion.

Voilà pourquoi nous avons créé une malle aux trésors qui rassemble des outils et des éléments de méthodes pour aborder le développement durable avec les publics sensibles.

On y trouve des jeux, livres, vidéos etc. franco-belges ciblant un public jeune et adulte, rassemblés dans une « valise » qui peut être prêtée à un éducateur souhaitant développer une action pédagogique sur ce thème.

Les thèmes abordés sont proches de la vie quotidienne : Énergie / Eco-consommation ; Espace de vie / Eco-citoyenneté ; environnement et développement durable…

C'est dans le cadre d'un projet européen que la MRES et le réseau IDée (Belgique) ont conçu cette malle. Elle est empruntable au Centre Régional d'Information et de Documentation de la MRES, Tél : 03 20 52 12 02 - mres@mres-asso.org

Vadrouilles, quand l'écriture investit la ville

Depuis 2006, Vadrouilles anime des ateliers d'écriture réguliers à Lille Moulins et ailleurs. L'association privilégie l'itinérance : Vadrouilles mêle les approches artistiques, les genres littéraires et les publics pour susciter les rencontres.

Vadrouilles expose régulièrement les productions d'atelier dans l'espace public, façon de les rendre visibles tout en investissant la rue. Les bénévoles de l'association contribuent selon leurs compétences et/ou leurs envies à la vie de Vadrouilles : aide au montage des dossiers de demandes de subvention, participation aux décisions, les animatrices effectuent elles-même une grande partie de leur activité de manière bénévole, quant aux orientations artistiques données aux ateliers de la saison à venir, collages des productions des ateliers sur les murs de la cité, mise en forme des expositions…

Que permet la pratique de l'écriture en atelier ?

Il faut le savoir, la participation régulière à un atelier d'écriture peut s'accompagner d'effets secondaires. Prendre plaisir à écrire en atelier peut en effet avoir un impact positif sur l'estime de soi, modifier le rapport au monde du participant par une mise à distance de son propre vécu, entraîner une fréquentation plus assidue des livres, de la littérature et des bibliothèques, point de départ possible d'une réflexion personnelle et de nouvelles pratiques culturelles, et tout cela dans une dynamique collective qui favorise l'ouverture aux autres.

Apprivoiser l'écriture

Vadrouilles intervient auprès de publics spécifiques en partenariat avec des structures municipales ou associatives, dans le cadre d'actions inscrites dans la durée. L'association a animé de nombreux ateliers à Roubaix (médiathèque, club de prévention, centres sociaux), Lille (GEM la Belle Journée, Armée du Salut…).

Vadrouilles a été associé au travail de mémoire du quartier de Moulins au travers du recueil de récits de vie à Belfort en 2009 puis au foyer Aréli en 2010. La première mission a été menée en collaboration avec les habitants du quartier, l'Atelier Galerie Bleu, l'école François Launay, le Café de Paroles et Cellofan. La seconde est le fruit d'un partenariat avec Générations et Culture, les résidents du Foyer Aréli et le collectif Nayra. Vadrouilles organise et met en scène également l'exposition du Groupe Mémoire de Moulins depuis 2005.

L'atelier régulier de Vadrouilles est accueilli par la MRES un samedi après-midi sur deux depuis octobre. N'hésitez pas à nous contacter pour en savoir plus.

Contact Vadrouilles :
Apt 45, 8 allée de la Filature
59000 Lille Moulins
madame.vadrouilles@laposte.net
http//vadrouilles.vefblog.net

Brève

Inauguration d'une place des Roms à Ascq

L'inauguration de la place des Roms, organisée par Rhizomes, avec la Ligue des Droits de l'Homme et la Compagnie du Tire-Laine a eu lieu le 3 novembre dernier à Ascq. Inscrit dans le Mois de l'économie sociale et solidaire, cet événement a pris place dans un lieu-symbole du voyage. « Choisi » par les Gens du Voyage, le voyage est « subi » pour des Roms, Roumains etc. dont la misère, les discriminations qu'ils connaissent dans leur pays sont tels qu'ils sont prêts à tout quitter et à partir en recherche de conditions moins « pires ».

Nous souhaitons que la Ville de Villeneuve d'Ascq attribue le nom de « place des Roms » à cette place et l'inaugure le 8 avril prochain.

Santé et environnement :

Alors que nombre d'études démontrent que les habitants du Nord-Pas-de-Calais ne sont pas de l'environnement sur la santé, qu'il soit naturel, artificiel ou professionnel, et aux mesures visant à

Eau du robinet : une ressource à préserver !

On peut considérer que l'eau du robinet est de bonne qualité puisqu'elle répond aux normes fixées par les organismes de santé publique, que les paramètres examinés sont de plus en plus nombreux et les traitements de mieux en mieux effectués grâce à l'amélioration constante des méthodes utilisées.

La question est de savoir ce que l'on recherche ou pas : grâce aux progrès techniques il est maintenant possible d'analyser plus finement les molécules présentes dans l'eau notamment les molécules chimiques qu'elles proviennent des engrais, des produits phytosanitaires mais aussi des médicaments consommés par l'ensemble des habitants.

Il a été révélé récemment que l'utilisation de sels d'aluminium pour faciliter le traitement des eaux dans de nombreuses stations de potabilisation était en passe d'être abandonnée à titre de précaution car leurs effets sur la santé se révélaient inquiétants pour certains consommateurs, notamment les enfants. Mais qu'en est-il pour les antibiotiques, pesticides et autres « cocktails mal définis encore » sans doute nocifs à plus ou moins long terme ?

Un cocktail chimique explosif ?

La législation liée à la directive REACH exige de la part des producteurs de molécules chimiques de prouver leur innocuité avant qu'elles ne soient autorisées à être mises sur le marché. Elle a le mérite de soulever le problème de l'incidence sur la santé des molécules commercialisées.

Mais au fur et à mesure, on découvre la complexité des interfaces possibles entre différents produits et détecter leurs effets prend du temps.

Jean-Pierre Colbeaux

D'autre part, de nouvelles particules telles que les nanotechnologies sont lancées de façon anarchique et posent question. Bref, l'inquiétude grandit.

Le secteur médical, les laboratoires, certaines industries utilisent des radioéléments qui eux aussi se retrouvent dans les milieux naturels et donc dans l'eau sans parler du tritium dont il est clair maintenant qu'il est partout car impossible à confiner. Alors que le tritium a été considéré très longtemps comme pratiquement anodin, des recherches récentes ont mis en avant sa capacité à provoquer des effets indésirables pour la santé, notamment par risques de bioaccumulation avec d'autres molécules chimiques.

Face à l'importance démesurée des problèmes posés et bien sûr aux coûts financiers que représente la mise en œuvre des recherches appropriées, les solutions semblent inaccessibles !

Certes nous envisageons de changer nos comportements pour éviter les changements climatiques, n'oublions pas que notre bien le plus précieux est l'eau et qu'il est grand temps de la protéger elle aussi.

Anita Villers – EDA

Brève

Grand Stade et nappes phréatiques

L'association Nord Ecologie Conseil a déposé en novembre dernier un recours au tribunal administratif concernant les remblais des catiches situées sous le futur « Grand Stade » en construction sur les communes de Villeneuve d'Ascq et Lezennes. Ce qui est contesté, c'est l'utilisation de 50 000 tonnes de cendres chargées en métaux lourds et classées à « radioactivité naturelle renforcée » , qui risquent un jour ou l'autre de polluer la nappe phréatique située sous le stade et qui alimente des points de captage d'eau potable situés à 4 et 5 km.

peut mieux faire !

au mieux de leur forme, diverses associations du réseau MRES s'intéressent à l'impact améliorer la situation. Tour d'horizon à coups de pédales dynamiques !

Délogeons la pollution de l'air intérieur

L'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur et l'UFC-Que Choisir, entre autres, ont montré, par leurs études, que l'air que nous respirons est 5 à 10 fois plus pollué à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Trois grands facteurs concourent à cette pollution : une réglementation qui autorise encore trop de substances dangereuses dans de nombreux produits de consommation, des logements mal ventilés et construits avec des matériaux polluants et enfin le manque d'information des consommateurs sur les risques induits par certains produits ou certaines pratiques.

De façon générale, les risques pour la santé humaine sont encore mal connus pour un grand nombre de substances présentes dans l'air intérieur et difficiles à prévoir en raison du manque de données toxicologiques.

Les pouvoirs publics ont commencé à se pencher sur la pollution de l'air intérieur, le Grenelle de l'Environnement avait obtenu un étiquetage qui devait permettre aux consommateurs d'identifier les produits les moins polluants. Or, sous la pression des lobbies, l'échelle de notation en cours d'élaboration est devenue particulièrement laxiste.

Sept parlementaires cobayes

Sept parlementaires[1] de la Région Nord-Pas-de-Calais ont accepté de se prêter à une enquête sur la pollution de l'air intérieur de leur lieu de vie. Des kits individuels ont été placés dans les différents lieux de vie, pendant 5 à 7 jours. Suite à cette exposition les kits ont été analysés par un laboratoire indépendant sur les teneurs en C.O.V. (composés organiques volatils).

Chez les sept parlementaires de la région qui ont accepté de se prêter à l'analyse, la qualité de l'air est moyenne chez trois d'entre eux et mauvaise chez les quatre autres ! Les quatre cancérigènes recherchés ont tous été trouvés chez les sept parlementaires. Pour quatre d'entre eux, le formaldéhyde, cancérigène certain, dépasse la valeur maximale recommandée de 10 µg/m^3.

Loin de vouloir stigmatiser le cas particulier des politiques de la région, l'Union Régionale UFC-Que Choisir du Nord-Pas-de-Calais entend provoquer une prise de conscience sur ce problème de santé publique.

Sur la base de ce constat sans appel, l'association demande aux législateurs, particulièrement à ceux ayant participé à cette enquête, d'agir en adoptant une grande Loi de lutte contre la pollution de l'air intérieur.

Robert Brehon – UFC QUE CHOISIR

[1] Frédéric CUVILLIER, Odette DURIEZ, André FLAJOLET, Catherine GENISSON et Jacqueline MAQUET, députés du Pas-de-Calais ; Jean-Luc PERAT, député du Nord ; Jean-Marie VANLERENBERGHE, sénateur du Pas-de-Calais.

Le chiffre qui tue

Les agriculteurs exposés aux pesticides développent de **100** à **1000** fois plus de cellules anormales qui peuvent ensuite se développer en cancer du sang. Soutenons l'agriculture biologique !

Source : étude du centre d'immunologie de Marseille-Luminy

Biblio

Disponibles à la MRES

- **Environnement et santé : passer de la conscience à l'acte**
  Contact santé, Hors-série n°3, 2009. - 54 p.
- **L'eau douce en France : Histoire d'un long combat**
  PION Nicolas - LEFEUVRE Jean-Claude - éditions MILAN, 2009.
- **Inégalités environnementales, inégalités de santé association pour la prévention de la pollution atmosphérique**
  Air Pur, n° 76, janvier 2010.

Travail : les sources de mal-être

Le 21 septembre dernier, Le Pas de Côté, avec le soutien de l'APES et de la MRES, invitait le sociologue Vincent de Gaulejac sur le thème des sources de mal-être ...

Alors que certaines conditions de travail se sont objectivement améliorées depuis un siècle, les conditions subjectives semblent se dégrader. Ainsi, plus de 50% des salariés disent éprouver du stress au travail. Plus d'un tiers indiquent que le stress est directement lié à l'organisation du travail ou aux relations avec la hiérarchie ou les collègues. Dans tous les pays, on retrouve des symptômes équivalents dans des contextes culturels et économiques différents.

L'un des premiers arguments mis en avant pour expliquer ce nouveau phénomène social », est la prédominance des modèles de rationalisation, de la mesure, de la quantification qui permettent de mesurer la rentabilité... Ces modèles, au début utilisés dans les entreprises multi nationales sont maintenant au coeur des politiques publiques, comme l'illustre la révision générale des politiques publiques, à l'oeuvre depuis 2007.

L'une des conséquences de ces modèles est une tension très forte entre l'institution et l'organisation. Alors que l'institution, centrée sur des valeurs, remplit des missions (justice, éducation, sécurité...), l'organisation met en œuvre des dispositifs, élabore des programmes... Catherine Kokoszka, responsable à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, avait ainsi expliqué les raisons de sa tentative de suicide : la contradiction devenait trop forte entre son identité d'éducatrice et celle de fonctionnaire : d'un côté, elle avait pour mission de protéger les enfants en danger, de l'autre, elle devait appliquer la politique de modernisation des institutions.

Le « phénomène » de la souffrance au travail a été reconnu suite à la série de suicides à France Télécom en 2009.

Selon un rapport de l'inspection du travail, le stress des salariés et la vague de suicides sont directement liés à la stratégie établie visant à augmenter la productivité de 15% en trois ans, en supprimant notamment 22 000 emplois. Au final, les effectifs de France Télécom sont passés de 161 700 à 103 000 personnes entre 1996 à 2009.

Selon Gauléjac, la violence n'est pas seulement dans les conditions de travail, pas seulement dans le discours, pas seulement dans la réorganisation, elle est aussi dans la dénégation permanente sur la nécessité d'admettre qu'il peut y avoir un lien entre les symptômes (le suicide) et les conditions de travail et ses transformations. Ce discours de dénégation n'est pas propre à France Télécom, il est présent dans bien d'autres entreprises : IBM, Renault...

De la lutte des places à la coopération

Par ailleurs, il y a confrontation entre deux conceptions de l'entreprise, l'une individualiste, l'autre plus humaine et coopérative : selon la première, les enjeux économiques méritent des sacrifices humains, selon la seconde, les conditions de travail du salarié sont prioritaires.

On assiste aujourd'hui à la naissance d'un nouveau type d'humain à la recherche permanente de l'optimisation du fonctionnement des organisations : « l'homme managérial ». Ce dernier développe des systèmes de pensée pour produire l'adhésion et rendre les salariés efficaces et performants.

De leur côté, les salariés s'ils ne vont pas bien, ont intériorisé le système, les exigences de l'entreprise... et ne les remettent pas en cause...

L'un des remèdes préconisés par Vincent de Gauléjac est de dire non, de s'opposer plutôt que de se résigner, de reconquérir collectivement une volonté politique pour produire une alternative au modèle managérial unique qui nous est proposé voire imposé.

Le Pas de côté

Le conflit, moteur de vie

La paix n'est pas l'absence de conflit. Voilà, ce que j'avais retenu de mon premier cyclotour pour la paix. Mais cela ne m'avançait guère dans les situations de conflits rencontrées au fil de la vie associative. J'ai donc suivi au printemps dernier une formation animée par l'Institut de Formation Mouvement pour une Alternative Non-violente (IFMAN) sur la « régulation non-violente des conflits ».

Sylvain Merot pour l'association Non-Violence XXI

Sur des feuilles de dessin, des traits griffonnés, une boule de papier froissée, deux personnages séparés par un éclair, du noir, du gris, du rouge… Chaque participant-e commence par représenter sa vision du conflit. L'image négative et violente qui ressort de ce premier exercice révèle le rapport de chacun-e à ce moment de « choc ». « Je préfère me taire, fuir, que d'aller au conflit… » ; « Moi, je fonce, même si ça fait mal ! »

Ici, la proposition de Karine Gantois, formatrice à l'IFMAN, est de partir de situations vécues dans le cadre de nos implications bénévoles. Sans recette miracle, elle nous invite à considérer « le conflit comme à la fois menace et opportunité », pour tenter de le réguler. La violence est là, qu'est-ce que je choisis d'en faire ? « Nous parlons de « régulation » parce que cela prend du temps, parce que cela bouge tout le temps ». Les conflits sont nécessaires à l'expression des différences, des désaccords. « Il ne s'agit pas de les faire disparaître, mais de permettre que ces inévitables conflits deviennent constructifs. »

Durant cinq jours éparpillés sur un mois, nous prenons donc le temps de décortiquer tout ce qui se passe avant, durant et après ces moments de désaccord. A travers des jeux, des lectures, des mises en situation, des témoignages, nous cherchons ce qui fait violence et explorons d'autres façons de résoudre le conflit.

Comprendre ce qui se joue en nous

La première étape, et la plus marquante à mes yeux, consiste à tenter de comprendre ce qui se joue en nous. Comment ? En repérant et en nommant les émotions qui émergent lors des moments de tension, pour les entendre comme des informations et non plus comme des perturbations. Dur dur pour notre petit groupe marqué par une société où la raison se méfie des passions. Ainsi, la colère n'est pas juste le déversement d'une émotion violente. Elle fait très souvent signe d'une injustice subie. « Cette émotion me donne l'énergie d'agir pour changer la situation, pour poser mes limites », nous rappelle Karine.

La question, alors, annonçant les étapes suivantes de la formation, est: comment poser mes limites sans dépasser celles d'autrui ? Comment répondre aux besoins révélés par mes émotions, et considérés par Marshall Rosenberg, le théoricien de la communication non-violente, comme « des besoins universels et au service de la vie »?

Tout un programme, que la formation proposée par l'IFMAN remplit d'outils d'analyse, de schémas, d'éléments qui font référence aux questions liées au cadre, à l'autorité, mais aussi au sens de notre action… De sacrés leviers pour penser le conflit autrement, quelques belles « armes », qui, à plus grande échelle, ne pourront être efficaces que collectivement…

Héléna Salseul,
militante associative

ifman.npdc@free.fr
03 20 95 91 46

Biblio

Disponibles à la MRES

- **Comprendre la non-violence**
  Jean-Marie Muller, NVA
- **Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs), initiation à la communication non-violente**
  Marshall B. Rosenberg, 1999, Syros
- **Conflit, mettre hors jeu la violence**
  Chronique sociale, Bernadette Bayada.
- **Sanctionner sans punir, Dire les règles pour vivre ensemble**
  Chronique sociale, Elisabeth Maheu,

Économie solidaire et associative

Oui, l'appellation « Économie Sociale et Solidaire » (ESS) ne va pas de soi. Cependant, historiquement, elle fait signe de l'appartenance à une histoire, à un milieu, et à une vision des rapports en société.

Les chiffres qui ravigotent

10% du PIB français, **9%** des entreprises, et **12%** de l'emploi salarié, l'Économie Sociale et solidaire tient une place non négligeable dans l'économie nationale.

L'ESS a une histoire [1] liée à celle du mouvement ouvrier (début du XIXème siècle), à des mouvements d'émancipation (droits de femmes et des Noirs dans l'Amérique du Nord, dès le XVIIIème siècle), aux pratiques d'une *économie populaire* (sans appropriation individuelle des biens). C'est une histoire où le politique, l'exigence éthique et le symbolique ont toute leur place [2].

Enfin, plus près de nous, c'est aussi le domaine d'exercice du droit de s'associer, en application de la loi de 1901. Et d'un droit à l'initiative pour lequel la Région Nord – Pas-de-Calais s'est illustrée avant toutes les autres (dès 1996) : droit à l'initiative économique, solidaire et associative, sans exclusive.

Non, l'ESS, ce n'est ni *technique*, ni *neutre*. Car ce sont des hommes et des femmes impliqués via une myriade d'activités situées hors le secteur privé marchand lucratif et hors le secteur public. L'originalité de la forme associative, c'est qu'il y a des *bénévoles* actifs à côté des salariés. Des politiques publiques peuvent aussi soutenir, réduire, voire dénaturer ce secteur (aussi grand que celui de l'Artisanat). L'air du temps n'est pas très favorable à l'économie solidaire ; logiques financières folles, politique nationale, culture dominante utilitariste et fonctionnaliste [3] dressent une *toile de fond* hostile. Mais il y a aussi des signes encourageants ! Le nombre de ceux qui veulent agir dans ce domaine pour *vivre mieux ensemble*. L'existence d'institutions de la finance solidaire. Des créations d'activités, de plaisirs et d'emplois à longueur d'années, etc.

Tout en résumé : ni délocalisables, ni dépendants de la bourse, ni réservés à quelques branchés, les organismes de l'économie solidaire sont surtout associatifs, souvent fraternels, parfois à la pointe contre l'injustice et les inégalités. Ils proposent des pratiques, *ici et maintenant*, ouvertes au plus grand nombre [4]. Ils se déploient dans le triangle de :

- l'initiative de citoyens et sa finalité en humanité,
- la qualité démocratique de l'organisation (association ou autre),
- la réalité d'une gestion d'activité au service du sens.

Bien sûr toute entreprise humaine est contradictoire, imparfaite et mortelle.

Emmanuel Jendrier, Audrey Delemer, Dominique Cresson - Rhizomes

[1] Un texte, Racines, éclaire cette histoire. Disponible par courriel : rhizomes@nordnet.fr, 03 20 66 24 10.

[2] Friands de lecture savante ? Sur ce thème, voir la première partie de « Politique de l'association » de Jean-Louis Laville (Seuil, Economie Humaine, 2010, 359 pages)

[3] Y compris à l'intérieur de services ou d'organismes censés soutenir, aider, promouvoir l'ESS !

[4] Y compris tous les sans : sans logis, sans papiers, sans emploi, sans formation, sans Carla,...

Économie humaine

Une collection d'éditeur s'intitule « Economie humaine ». Ces mots expriment l'adhésion à une finalité et à une méthode. Et que la seule finalité légitime de l'économie est le bien-être des hommes, à commencer par les plus démunis. Et par « bien-être », il faut entendre la satisfaction de tous les besoins des hommes ; pas seulement ceux que comblent les consommations marchandes, mais aussi l'ensemble des aspirations qui échappent à toute évaluation monétaire : la dignité, la paix, la sécurité, la liberté, l'éducation, la santé, la qualité de l'environnement, le bien-être des générations futures, etc. [...] Il s'agit donc de l'économie d'un homme animé par des valeurs et qui ne résout pas tout par le calcul ou l'échange, mais aussi par l'habitude, le don, la coopération, les règles morales, les conventions sociales, le droit, les institutions politiques, etc.

L'acte éducatif n'est pas une marchandise !

Suite à la campagne « Y a le choix ! » sur le financement public des associations, les structures d'éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD) lancent à leur tour un appel face aux appels d'offres qui se multiplient.

L'exaspération de nos associations monte depuis des années, commence enfin à s'exprimer de manière collective et solidaire, et la MRES se trouve tout naturellement en première ligne de ce salutaire mouvement de résistance.

La goutte d'eau qui vient de faire déborder notre patience est tombée dans le vase EEDD, et c'est pourquoi l'appel conjoint,dit « de Lomme » est signé par la MRES, mais aussi par le GRAINE, l'URCPIE et la Fédération Nord Nature Environnement. D'autres têtes de réseaux sont actuellement approchées pour rejoindre les premiers signataires. Deux réunions de travail ont déjà permis d'avancer dans les formes prises par la résistance aux mauvais traitements administrativo-juridico-financiers et à notre revendication centrale : des conventions pluriannuelles pour tous !

Entre réponse groupée et prises de contact avec des élus

Le GRAINE coordonne une réponse groupée à un appel d'offres du Conseil Général, que nous contestons.

Le collectif a commencé des contacts avec les élus, et compte bien les étendre, pour les sensibiliser à nos messages d'alerte, et les aider à trouver le courage de maîtriser leur propre technocratie. Nous n'avons pas à cacher que l'enjeu associatif et de démocratie réelle sera majeur lors des prochaines échéances électorales, et que nous ne sommes pas résignés à mourir en silence les uns après les autres pendant que se multiplient les colloques et grands messes faisant croire au progrès. Les acteurs de terrain revendiquent la priorité dans l'aide publique. Ce ne sera que le juste retour des choses puisque les orientations récentes des politiques publiques ne sont que la reprise des objectifs énoncés dans nos statuts associatifs depuis 10, 20, et même 40 ans pour certains.

Pendant que vous lisez ces lignes, l'association Sub Artésia se meurt, ses emplois disparaissent parce qu'une subvention 2010 de 10 000€ lui est refusée, entraînant l'annulation d'un programme d'actions de 27 000€, au moment où paraît un nouvel appel à projets qui suggère de développer précisément les mêmes actions écocitoyennes dont on refuse les moyens à Sub Artésia !

C'est pour ne plus vivre ces situations intolérables et entrer enfin dans une véritable phase de développement de nos actions d'intérêt général,que l'appel de Lomme a vocation à s'étendre à l'ensemble du mouvement et des thèmes associatifs.

Alain TREDEZ - CENH

Biblio

Disponibles à la MRES

■ **L'initiative : un critère suffisant pour sécuriser les relations entre administration et associations ?**
FLEURY Benoît, Juris Associations, n° 424, 15 septembre 2010

Appel des associations d'éducation à l'environnement vers un développement durable

MRES-GRAINE-URCPIE-Fédération Nord Nature Environnement

Depuis de trop longues années, les associations d'éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD), sont soumises à une dégradation administrative croissante de leurs conditions d'exercice et de ressources. Il en va d'ailleurs de même pour l'ensemble du monde associatif. La forme la plus inacceptable de cette dégradation est la marchandisation de l'action éducative, la multiplication des appels d'offres et mises en concurrence qui dévorent stérilement le temps de nos bénévoles et de nos salariés alors que nos moyens de fonctionnement diminuent, et qui vont totalement à l'encontre du projet de société solidaire et citoyen que nous portons. Face à cette situation qui s'aggrave d'année en année, la plupart de nos structures défendent cette idée simple et d'évidence : notre travail éducatif relève de l'intérêt général et devrait faire l'objet de missions subventionnées de manière pluriannuelle, dans un environnement administratif incitatif et non étriqué dans le contrôle, facilitateur et non sans cesse alourdi, éloigné des réalités de notre engagement citoyen bénévole et notre métier d'éducateur.

Voir l'intégralité de l'appel sur www.mres-asso.org

Les jardins de la résilience

Cousin du DAL, « Solidarités Nouvelles » a lancé en 2008 un projet d'insertion par le jardinage bio à Charleroi. On y cultive les légumes... et la dignité.

Tout a commencé par un fauchage, comme pour faire place nette. Educateur de rue à « Solidarités nouvelles », Denis Uvier est un militant ardent et plein de ressources. Il était déjà connu pour ses actions revendicatives et pour avoir vécu avec des SDF en habitats nomades sur un terril. Cette fois-ci, il est venu sur ce jardin de Jumet avec quelques copains. « C'était une grande friche, avec des bosses partout. On a retiré des blocs de béton et des bris de verre ». Dans la grande maison voisine, l'asbl [1] hébergeait dans le cadre d'un bail transitoire de trois ans des personnes en situation de grande précarité. L'idée est alors venue d'utiliser la friche comme appui pour l'insertion. « On a proposé aux locataires un contrat d'insertion dans lequel ils s'engageaient à venir travailler le jardin ».

Un an plus tard, l'espace est investi et organisé. Serre, enclos pour les poules, bac à compost, yourte, toit végétalisé et même potager ont pris place dans le décor. Tout a été fait avec des matériaux récupérés. « Au début, raconte Patrick, bénévole, certains avaient de l'appréhension à mettre la main à la terre, ça s'est fait progressivement. » Et puis on a instauré des règles de vie en société : respect des autres, consignes de sécurité, pas d'alcool au jardin. Aujourd'hui, quand les salariés et bénévoles de l'association arrivent le matin, les jardiniers amateurs sont déjà à l'oeuvre, sèment, plantent, récoltent, expérimentent... Ici on teste le jardin au carré, là on plante des pommiers. Des voisins du quartier viennent volontiers filer un coup de main, donner des conseils, tel Lucien, 70 ans, ex-mineur : « Je leur apprends comment 'buter' les pommes de terre ». L'enracinement dans le quartier est une réussite, alors qu'au début les voisins voyaient l'arrivée des précaires d'un oeil suspicieux.

Utiliser la nature pour se mettre debout

« Ils ont du mal à penser au lendemain, vivent au jour le jour », note Christian, éducateur de rue. « On leur apprend à faire des soupes qu'ils peuvent manger pendant toute la semaine. Et puis on les considère d'égal à égal. Ils ont vécu des cassures à l'école. Et nous aussi nous sommes passés par des difficultés, on les comprend. »

Le midi, à la belle saison, on s'installe au jardin pour manger. « L'intérêt est de recréer des lieux de convivialité », explique Denis Uvier, mais aussi de partir des ressources naturelles comme base pour se mettre debout ». Au fil de la promenade dans le jardin, Denis montre des symboles qui font sens : cette souche sciée sur laquelle un bouleau a poussé, ce cognassier presque mort qu'on a réussi à ressusciter en l'arrosant chaque soir...

« Quand on s'en va le soir, les personnes s'autogèrent, il n'y a pas de souci ».

Association en lutte pour les droits des personnes, Solidarités Nouvelles insiste sur un point : elle ne fait pas à la place des personnes. « On met en place les conditions pour qu'elles soient autonomes, puis on se retire doucement », note Christian. Au bout de trois ans, les personnes partent pour un nouveau logement, individuel cette fois-ci, et un projet de vie.

« On veut faire du social autrement », conclut Denis. « Ici, on s'entr'aide, on n'est pas dans l'individualisme... Et puis on est en lutte pour ses droits. C'est une école de la militance. On bute et en même temps, on discute ».

Patricia Hanssens

www.solidaritesnouvelles.be

Article réalisé dans le cadre d'un partenariat avec le réseau belge IDée.

[1] association sans but lucratif

Êtes-vous « électro-sensible »?

« Electrosensible » : il n'y a aucun doute, les champs électriques et magnétiques peuvent avoir un effet sur les organismes vivants.

Comment ? Le corps fonctionne grâce à une multitude de décharges électriques, ainsi un environnement électromagnétique peut entraîner des effets biologiques : stress, cancers, défaillances du système immunitaire... Les effets varient selon la sensibilité de la personne, le temps d'exposition et la proximité du champ.

Beaucoup d'études ont été faites afin d'évaluer les risques, dont l'étude de l'Institut Karolinska de Stockholm qui a conclu à une hausse des leucémies infantiles chez les personnes logées à moins de 300 mètres d'une ligne à haute tension.

Aujourd'hui, en France, la réglementation impose un seuil de champs magnétiques de 1000 milliGauss, qui est 500 fois supérieur à celui préconisé par la plupart des études indépendantes. Côté champs électriques, le seuil est de 5000V/m (Volts par mètre), un chiffre 5000 fois plus élevé qu'en Suède !

Comment se protéger ? Le blindage du circuit électrique ou encore l'installation d'un interrupteur automatique de champ sont des solutions efficaces pour une installation électrique biocompatible. Lorsque ces solutions ne sont pas envisageables, il faut opter pour le débranchement de l'appareil ou l'éloignement de la source notamment pour le chauffage électrique, le four à micro-ondes, la plaque à induction ou encore les fauteuils à commande électrique.

Stéphanie Héron - EIE

A lire : « Comment se protéger des pollutions électromagnétiques ? », Claude Bossard, éditions de la Ligne Pourpre, 2009 (consultable au CRID)

Rubrique du Point Environnement Conseil

JEAN-MARC PARRY

2011 : Année de la forêt

On le sait, la forêt recule. Toutes les 2 secondes de la taille d'un terrain de football. Une déforestation massive dramatique à la fois parce qu'elle met en danger des milliers d'espèces végétales et animales, qu'elle est responsable de 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre et qu'elle détruit le cadre de vie de centaines de millions de personnes.

Citoyens, éco-consommateurs, que pouvons-nous faire à notre niveau ?

Outre l'attention que nous pouvons porter sur nos achats à base de papier (papier toilette, papeterie, mouchoirs...) en s'assurant qu'il contient des fibres issues du recyclage (écolabel NF, écolabel européen), la vigilence doit être aussi de mise quant à notre ameublement : origine légale du bois, provenance de forêts gérées durablement. Il est indispensable de prendre des garanties pour éviter de contribuer à la déforestation. La solution ? Les labels :

- le **FSC**, le plus reconnu, le plus exigeant et le plus soutenu par les ONG car il se soucie de la garantie d'une commercialisation équitable des bois avec un impact social et environnemental réduit,
- le **PEFC**, qui désigne les bois issus de forêts surtout occidentales (Amérique du Nord, Europe) dont le renouvellement est assuré durablement... mais remis en cause par certaines grandes organisations de protection de l'environnement lui reprochant une consultation insuffisante des parties prenantes et l'absence de critères sociaux dans son référentiel. Mais il reste quand même une garantie intéressante pour le bois issu des forêts européennes.

Sans oublier le **Tropical Forest Trust**, un minimum à s'imposer lors de l'achat d'un meuble en bois exotique pour s'assurer qu'il n'est pas issu de l'exploitation illégale des forêts primaires tropicales.

Marie Rivière-Lévèque

FSC (Forest Stewardship Council traduit par « Conseil de Soutien de la Forêt » en français)

PEFC (Pan European Forest Certification ou Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières)

Agenda

lundi 24 janvier

Conférence débat «Puissance du virtuel»

Le virtuel peut-il susciter une parole citoyenne ?
Organisation : Parole citoyenne
Lieu: MRES
Entrée libre

lundi 31 janvier

Conférence débat «Les Habits verts du capitalisme»

Animée par Daniel Tanuro, ingénieur agronome, auteur de « L'Impossible Capitalisme vert » et Aurélien Bernier, secrétaire national du Mouvement Politique d'Education Populaire – M'PEP – auteur de «Ne soyons pas des écologistes benêts».
Organisation : Les Amis du Monde Diplomatique
Lieu & horaires : La Rose des Vents - Bd Van Gogh - Villeneuve d'Ascq - 20h
Renseignements : amdnord@yahoo.fr
Entrée libre

jeudi 10 février

Conférence « L'électricité : comment ça arrive jusqu'à notre prise de courant »

Que faut-il savoir sur notre réseau électrique pour mieux choisir, en tant que citoyen et consommateur, l'électricité que l'on souhaite.
Organisation : Virage-énergie Nord-Pas-de-Calais
Lieu & horaires : Café Citoyen – place du Vieux Marché aux chevaux - 19h à 21h
Renseignements : contact@virage-energie-npdc.org

samedi 19 & dimanche 20 février

Chantier nature à la Dune au Lierre

Un week-end pour découvrir la nature et agir concrètement pour sa préservation. Au programme : travaux de coupe, de taille, de curage...et bal du carnaval de Zuydcoote (prévoir son clèt'che).
Organisation : CPIE Flandre maritime, en partenariat avec les Blongios
Lieu : La Dune au Lierre - Zuydcoote
Renseignements et inscription : caroline.jeanson@cpieflandremaritime.fr
Hébergement et repas pris en charge

dimanche 20 mars

Double Vélo Tour nature & culture

Découverte à vélo des jardins communautaires et des Fenêtres qui parlent, exposition aux fenêtres des habitants d'œuvres d'artistes. Deux parcours familiaux au départ de Lambersart et de Lille
Organisation : Les AJOnc, en partenariat avec l'ADAV, le Poteau rose, le CLIC, l'association du Moulin d'or et Réso Asso Métro.

vendredi 1er avril

Projection débat : « Je mange donc je suis »

Film suivi d'un débat avec le responsable de plaidoyer de justice économique d'OXFAM France et Terre de Liens Nord Pas de Calais.
Lieu : L'Hybride – rue Gosselet - Lille
Organisation : Oxfam Lille
Renseignements : groupelocallille@oxfamfrance.org

Du vendredi 1er au jeudi 7 avril

Semaine du Développement Durable

Formations

jeudis 20, 27 janvier et 3 février

Des émotions à vivre pour soi et avec l'autre

Quelles sont ces émotions qui surgissent quand je vis un conflit ? Quelle juste place laisser aux émotions chez l'autre et chez moi ? Quelle est cette écoute des émotions qui permet de mieux vivre les conflits ?
Organisation : IFMAN
Lieu & horaire : MRES – 19h-22h
Renseignement et inscription : 03 20 95 91 46 ou ifman.npdc@online.fr

mardis 15, 22 et 29 mars

Pour une autorité éducative

Dans les relations éducatives, la question de l'autorité est régulièrement interrogée. Peut-on parler d'une autorité éducative ? Quelles règles élaborer pour vivre ensemble ? Quel acte poser envers l'enfant ou le jeune ? Module ouvert aux parents et aux éducateurs, enseignants...
Organisation : IFMAN
Lieu & horaire : MRES – 19h-22h
Renseignement et inscription : 03 20 95 91 46 ou ifman.npdc@online.fr

Expositions à la MRES

Du 17 au 31 janvier
« Simplifiez-vous la ville »
« Attention aux cyclistes, conseils aux automobilistes »
Organisation : ADAV

Du 7 au 11 février
Saison anniversaire pour les 10 ans du Petit Théâtre Utile
Organisation : Petit Théâtre Utile

Du 14 février au 7 mars
« La rainette... un baromètre » et « Pomme de rainette »
Organisation : CPIE Val d'Authie

Du 7 mars au 25 mars
« Des serpents au pays des géants » et « les reptiles »
Organisation : CPIE Val d'Authie

Les ateliers participatifs « Nouvelle MRES » (plus d'infos page 5)

Date	Thème : « Nouvelle MRES : ... »	Lieu	Hôte
8 février	Et mode de gouvernance	CAMBRAI – Maison des Solidarités	CODES Cambrésis
15 février	Lieu d'échanges et d'animation	CALAIS	FRCPM
8 mars	Lieu d'innovation	ROUBAIX – Jardin de Chlorophylle	Angle 349
15 mars	Centre ressource régional environnement et solidarités	ARRAS – Maison des Sociétés	CPIE Villes de l'Artois
22 mars	Lieu de vie	Lille Moulins – IEP	IEP
Fin mars	Synthèse des propositions		
14 avril	Temps de restitution ; Suivi d'un CA	MRES	
14 Mai	AG de printemps ; Présentation du projet	en région	

Brève

A la recherche de la mémoire maritime et portuaire

Explorez votre grenier, consultez vos albums photos familiaux, fouillez vos archives et rencontrez la Fédération Régionale pour la Culture et le Patrimoine Maritimes - FRCPM. Bénévoles ou salariés numériseront et renseigneront vos trouvailles (photographies, témoignages, documents administratifs...) avant de vous les rendre quelques instants plus tard. Depuis plusieurs années, la FRCPM organise une opération de collecte de la mémoire maritime et portuaire qui a déjà permis de collecter plusieurs centaines de documents.

Contact : FRCPM 03.21.82.58.65 - frcpm@wanadoo.fr

Hiver 2010/2011

Publication trimestrielle éditée par : Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités
Directeur de publication : Joël Hemery
Coordinatrice : Patricia Hanssens
Comité de rédaction et de relecture : Laurence Barras, Colette Bloch, Hélène Chanson, Audrey Delemer, Isabelle Demuynck, Xavier Galand, Marie Rivière-Lévêque, Philippe Roelandt, Janine Taillé, Laureline Vallat, Claude Pruvot, Vincent Tanguy, Isabelle Vandaele.
Ont également participé à ce numéro : Claude Wagnon, Vadrouillles, Anita Villers, Robert Bréhon, Le Pas de Côté, Helena Salseul, Rhizomes, Alain Trédez, Stéphanie Héron.
Photos : MRES sauf crédit
Illustration : Boualem, Boucq
Maquette : Mac Munro
Mise en page : Marie-Anne Rabier
Impression : Tanghe Printing
Imprimé sur Cyclus Print – Encres végétales sans huiles minérales

Ce numéro est gratuit
Valeur 3 euros
Dépôt légal à parution
N° ISSN : 1142 1800

Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités
23, rue Gosselet 59000 Lille
Tél. : 03 20 52 12 02
Fax : 03 20 86 15 56
Mél : mres@mres-asso.org
Site Web : www.mres-asso.org

• Retrouvez le 23 sur le site de la mres : www.mres-asso.org

maison régionale de l'environnement et des solidarités